

Édouard Lynch, *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)*

Jacqueline Sainclivier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1494>

DOI : 10.4000/abpo.1494

ISBN : 978-2-7535-1489-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2003

Pagination : 180-182

ISBN : 978-2-86847-811-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jacqueline Sainclivier, « Édouard Lynch, *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-1 | 2003, mis en ligne le 20 mars 2005, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1494> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1494>

(esquissé ici ou là) et notamment au défilé, assez difficile à assumer pour des agents de l'ordre, des nombreux régimes qui se sont succédé dans le paysage français tout au long de ce siècle; leur rôle dans la création et la diffusion de l'idée et de la réalité nationales en France, parallèlement à celui des autres fonctionnaires d'État (comme suggéré par Alain Corbin); leur fonction (la première historiquement!) de prévôts militaires, d'agents du maintien de l'ordre interne des armées, etc.

Voilà un programme multiple et dont cet ouvrage représente la première marche. À n'en pas douter, elle sera suivie de beaucoup d'autres car toutes les conditions épistémologiques et logistiques sont réunies pour cela.

Jean-François TANGUY

LYNCH, Édouard, *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2002, préface de Serge Berstein, 484 p.

L'ouvrage présenté ici est issu d'une thèse et a le mérite d'aborder un thème peu abordé par les historiens du mouvement ouvrier socialiste ou communiste. La vision classique du monde rural pendant l'entre-deux-guerres est plutôt celle d'un monde « immuable » dominé par les conservateurs. Toutefois, de nombreux travaux sur des départements, sur des mouvements agricoles (syndicats, mouvement de Dorgères, etc.) ont d'ores et déjà montré qu'il n'en était rien. Tout l'intérêt de l'ouvrage d'Édouard Lynch est d'analyser la relation spécifique entre les socialistes français et les paysans de l'entre-deux-guerres. Comment la SFIO, parti s'affichant marxiste et collectiviste, se voulant proche des ouvriers, a pu (et a-t-elle pu?) s'implanter dans le monde rural et intégrer la culture républicaine? Telle est la question de fond à laquelle tente de répondre Édouard Lynch en étudiant les discours et la pratique.

L'ouvrage s'appuie sur les sources archivistiques classiques nationales et départementales; pour ces dernières, il a pris un échantillon qu'il estime diversifié tant du point de vue géographique qu'économique et politique (p. 19). Or, aucun département du grand Ouest n'est pris en compte; il est vrai que les socialistes y sont peu nombreux, mais justement, des mutations sont en cours dans cette région pendant l'entre-deux-guerres et cela malgré la prégnance d'un conservatisme dominateur. Cet « oubli » du grand Ouest n'est guère compensé par la bibliographie, sauf par l'ouvrage de Jean Quellien sur le Calvados, mais la thèse d'État de Christian Bougeard sur les Côtes-du-Nord est ignorée au profit d'un mémoire de maîtrise plus ancien. Or, Christian Bougeard évoque longuement les ventes-saisies dans le Trégor, expliquant les rapports entre socialistes, communistes et paysans. Ces restrictions faites, Édouard Lynch tente de montrer comment, derrière un discours politique classique pour la SFIO, la pratique est plus diverse et peu à peu influe sur la doctrine, phénomène accentué par l'arrivée au gouvernement de la SFIO.

Le plan chronologique en trois parties distingue : la période qui va de la fin de la Première Guerre mondiale à 1930, période de conquête des campagnes pour la SFIO, puis « le temps des défis » (1930-1936) marquée par la crise agricole et enfin « le temps des affrontements », du Front populaire à Vichy (1936-1940). Mais Édouard Lynch manie aussi l'art du portrait, et tire profit de quelques trajectoires individuelles. Il donne vie aux réseaux qui permettent à la

SFIO de s'implanter, aux conditions du militantisme à une époque où les moyens de communication sont encore lents, isolant d'autant plus le monde paysan, mais dans une certaine mesure seulement.

Les années vingt, fortement marquées par la guerre, sont celles d'un parti qui se reconstruit, mais qui pour la question agricole continue de bénéficier de l'expérience de Compère-Morel, figure tutélaire de la SFIO jusqu'en 1933 ; il symbolise la complexité de la question paysanne pour les socialistes : favorables à la petite propriété, hostiles au salariat agricole dans le contexte socialiste, mais pour une collectivisation des grandes propriétés. Le troisième chapitre sur les contraintes de la sociabilité paysanne est excellent : les réseaux familiaux, le rôle de leadership du maire, des tournées de propagande, l'isolement des délégués à la propagande (cf. le portrait de Lucien Roland), la difficulté de pénétrer les campagnes, mais aussi la sociabilité politique particulière du monde villageois qui rend les sections peu opérantes comme structure de base, etc. Ces années sont aussi celles où le monde paysan et la SFIO nouent des relations nouvelles.

Au début des années trente, la crise agricole de surproduction touche durement le monde paysan français ; elle a des répercussions sur l'attitude, voire la doctrine de la SFIO et sur les modes d'expression, les choix politiques et syndicaux des paysans. Le phénomène nouveau, selon Lynch, est que les femmes sont absentes des manifestations paysannes ce qui montrerait que ces manifestations ne sont pas communautaires mais qu'elles sont professionnelles et ébauchent une politisation de ce type de conflits (?). J'avoue n'être guère convaincue par cette perception, il faudrait définir ce que « politisation » veut dire ici par rapport aux manifestations antérieures. Cette seconde partie comporte des longueurs sur le mouvement de Dorgères, qui éloigne du sujet central, contrairement à ce qu'affirme l'auteur. Les manifestations paysannes sont parfois violentes, mais selon l'auteur, si la violence est au cœur de l'action de Dorgères, chez les socialistes il s'agit d'une violence domestiquée, maîtrisée comme lors des ventes-saisies dans le Trégor. Les deux principaux acteurs de la Confédération Nationale Paysanne (CNP), François Tanguy-Prigent et Philippe Le Maux, y mènent une action autonome dont ils récoltent les fruits en étant élus députés socialistes en 1936. Les réticences des socialistes face à la violence et à l'action directe sont dues à une certaine tradition de la SFIO mais aussi aux difficultés à mobiliser suffisamment le monde agricole. La CNP, née en 1933, utilise beaucoup plus les moyens classiques de propagande (meetings, presse).

La crise conduit la SFIO à redéfinir sa stratégie, d'autant que la scission des néo-socialistes entraîne dans son sillage le départ de Compère-Morel. La situation est suffisamment importante pour qu'en 1935 se tienne un congrès extraordinaire de la SFIO à Limoges sur les questions agricoles sous la houlette de Georges Monnet qui est désormais la référence sur ces questions au sein du parti. Ce congrès rejette les thèses collectivistes, mais en même temps, prône un « réformisme révolutionnaire » qui remet en cause le capitalisme, mais pas la propriété, ce qui aux yeux de l'auteur n'est pas de la phraséologie, mais est à replacer dans le contexte d'affrontement idéologique des années trente. Le congrès de Limoges permet aussi de mieux mesurer l'implantation rurale du parti et surtout de mettre en avant ses « militants paysans » tel François Tanguy-Prigent.

La dernière partie de l'ouvrage traite du Front populaire et de ses échecs en matière agricole. Édouard Lynch rappelle fort justement que l'historiographie du Front populaire n'aborde guère ou très marginalement seulement la question agricole, et que la victoire électorale est habituellement présentée comme celle des ouvriers. Or, avant d'évoquer la création de l'Office du blé, l'opposi-

tion du Sénat à toute autre proposition de la SFIO, l'originalité de la thèse d'Édouard Lynch est d'analyser la victoire électorale du Front populaire comme étant celle du monde paysan. C'est là sa thèse principale. Certes, on comprend que travaillant sur la SFIO et la société paysanne, il en vienne à valoriser son rôle dans la victoire de 1936. Il est certain que la SFIO recueille les fruits d'une meilleure implantation, même si la scission néo-socialiste fait légèrement reculer les départements ruraux (p. 322). En fait, ce sont les terres radicales du sud-ouest qui voient une progression de la SFIO ce qui lui gagne certes des députés, mais au détriment d'une autre composante du Front populaire. Et l'auteur sent peut-être une certaine faiblesse de sa démonstration en rappelant combien le monde paysan est plus attaché aux personnes qu'aux idéologies. En revanche, il met bien en exergue, les grèves agricoles de l'été 1936 et l'échec des tentatives de 1937, l'homme de terrain qu'entendait être Georges Monnet, ministre de l'agriculture. Dans ces derniers chapitres, les pages les plus neuves voire les plus convaincantes, sont celles qui font émerger le renouvellement des pratiques politiques locales au contact avec la SFIO s'appropriant des rituels politiques citadins.

Après la chute du Front populaire, selon Lynch, se développe au sein de la SFIO et plus encore de la CNP une forme d'agrarisme socialiste : l'importance accordée à la propriété paysanne entraîne une dénonciation de l'exode rural, voire un retour à la terre ce qui peut expliquer que certains membres, dont son principal dirigeant Calvayrac, apportent leur appui à Vichy en 1940.

Malgré quelques faiblesses, l'ouvrage a le mérite d'éclairer une page peu connue de l'histoire de la SFIO. La conclusion est décevante ; elle trace des pistes de recherche sans tenir compte des travaux existant et semble découvrir l'importance de l'enracinement politique antérieur oubliant les apports de Siegfried et de nombre de ses successeurs non seulement pour l'Ouest mais aussi pour d'autres régions ou départements (le Var par exemple!).

Jacqueline SAINCLIVIER

JACOBZONE, Alain, *L'éradication tranquille. Le destin des juifs en Anjou (1940-1944)*, Vauchrézien (Maine-et-Loire), éd. Ivan Davy, 2002, 252 p.

Alain Jacobzone, professeur d'histoire et de géographie à Angers, s'était déjà fait connaître en présentant un premier ouvrage sur l'arrière en 14-18 et cela à une époque où l'historiographie universitaire s'intéressait peu à la Grande Guerre et encore moins à l'arrière. Il nous livre ici avec le même sérieux et une très bonne connaissance de l'historiographie du sujet une étude sur le sort des juifs en Anjou pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sujet lui tient à cœur car, s'il est une génération qui fut amenée à s'interroger sur un passé proche, c'est bien la nôtre, celle du « baby boom » certes, mais aussi celle dont les pères et les mères furent – qu'ils l'aient voulu ou non – confrontés à une guerre classique mais aussi et peut-être surtout à une « guerre franco-française » (Henry Roussio). Et quand on est historien, l'interrogation devient encore plus pressante : comment ? pourquoi ? C'est à toutes ces questions qu'Alain Jacobzone s'efforce de répondre.

Il existe certes aujourd'hui une nombreuse littérature sur l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie elle-même s'est considérablement renouvelée. C'est dans celle-ci que s'inscrit l'ouvrage publié chez un petit éditeur qui joue pleinement son rôle de diffuseur de la connais-